

# HUGO BLANCO NE DOIT PAS MOURIR

Le secrétaire général du Syndicat national des instituteurs a envoyé un télégramme demandant au nom de son organisation la vie sauve pour Hugo Blanco. Une délégation du S.N.I. a été reçue par l'ambassadeur du Pérou en France.

Le Comité anticolonialiste de Caen a adopté une résolution par laquelle il s'unit « à tous ceux qui ont déjà réclamé la libération de Hugo Blanco et des autres militants péruviens emprisonnés ». Ce comité regroupe les E.S.U., la F.E.A.N.F. la J.C.R., l'U.E.C., l'U.N.E.F., les militants de « Pouvoir Ouvrier » et le Comité Vietnam, ainsi que les organisations des étudiants arabes, martiniquais et les étudiants anarchistes.

Le Syndicat des correcteurs de Paris, réuni en assemblée générale le 25 février 1967, ému par la peine de mort réclamée, en appel, par la Cour Suprême de justice militaire de Lima contre Hugo Blanco, leader des syndicats de paysans péruviens, déjà condamné à 25 ans de prison, élève une protestation indignée contre une telle mesure, et se joint à tous ceux qui réclament l'amnistie immédiate pour Hugo Blanco et ses compagnons, militants et paysans.

## HUGO BLANCO EN ARGENTINE

D'UNE LETTRE D'ARGENTINE...

...Tu me demandes mes souvenirs sur le séjour de Hugo Blanco en Argentine, je ne me souviens pas exactement du moment où nous nous sommes rencontrés, mais c'était au cours de l'année 1953. A ce moment-là, notre organisation (le P.O.R. trotskyste) travaillait parmi les étudiants péruviens, et Hugo Blanco était l'un d'eux. Un groupe d'étudiants, parmi lesquels Hugo, sont entrés dans l'organisation. Comme ils étaient pauvres, ils allaient travailler pendant les mois de vacances, dans les usines frigorifiques de la ville de Berisso, à 7 km de La Plata. Hugo et un autre camarade péruvien aidèrent à la reconstruction du syndicat des travailleurs de la viande à Berisso. Ils étaient devenus délégués du personnel et avaient un grand prestige dans l'usine où ils étaient connus comme militants trotskystes. La reconstruction du syndicat était chose faite en 1956, après la chute de Péron.

Les étudiants d'Antony, réunis à l'occasion de la journée anticolonialiste du 21 février, ont voté une résolution exigeant l'acquiescement et la libération immédiate de Hugo Blanco et de ses compagnons. Le meeting au cours duquel cette résolution a été votée par acclamation, réunissait plus de 200 étudiants dont les représentants de l'Union nationale des étudiants algériens et des Associations générales des étudiants martiniquais, des étudiants vietnamiens, des étudiants guadeloupéens et des étudiants palestiniens qui s'exprimaient pour leurs organisations.

### ANGLETERRE

Un comité de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou vient de se constituer qui a son siège à Londres. Ce comité a organisé une marche sur l'ambassade péruvienne le 19 février 1967 dont l'objectif était d'obtenir la vie sauve pour Hugo Blanco et ses camarades. Un tract a été diffusé dans lequel était rappelé le rôle de Hugo Blanco et ses compagnons dans la création des syndicats de paysans.

En octobre 1955, le P.O.R. avait lancé un appel à la grève générale pour le 17. La bureaucratie péroniste, conciliatrice, donna l'ordre de travailler. Seuls les nationalistes et nous maintenîmes l'appel à la grève. L'armée patrouillait les rues avec des forces de fantassins armés de mitraillettes. Cependant, nous avons pris la résolution de diffuser nos tracts. Hugo Blanco et un autre camarade ont risqué leur vie en diffusant les tracts à Berisso qui était — et est encore — un des bastions de la classe ouvrière argentine. Pour cette raison, le contrôle militaire à Berisso était particulièrement farouche. Hugo Blanco et l'autre camarade ont été poursuivis pendant plus d'une heure par les fantassins, jusqu'au moment où ils ont réussi à se réfugier dans la maison d'un ouvrier.

Vers la fin de 1956, Hugo Blanco partit pour le Pérou. Depuis lors, je ne l'ai plus revu.

# RÉPRESSION

L'article suivant est le condensé d'une lettre du Mexique.

A la fin de 1966, trois intellectuels de la cité pétrolière de Poza Rica ont été arrêtés ; il s'agit des médecins Fausto Davila Solis et Tito Armando Rodriguez Lara et du licencié en droit Genaro Jongitud, tous trois « accusés » d'appartenir au Parti ouvrier révolutionnaire (trotskyste), le groupe posadiste mexicain. Deux étudiants ont été arrêtés dans les mêmes conditions (sans mandat d'arrêt) mais ont été relâchés depuis lors. Il a fallu un certain temps avant que les autorités admettent que les prisonniers étaient en leur pouvoir, ce qui semble indiquer que les détenus auraient été liquidés physiquement si l'opinion n'avait pas été alertée.

Au début, l'accusation était celle d'avoir voulu saboter les installations pétrolières de Poza Rica (qui produisent et raffinent à peu près 40 % du pétrole mexicain). Accusation absurde quand elle est développée à l'encontre de personnes accusées par ailleurs d'appartenir à un groupe dont les principes politiques sont totalement opposés à des actions qui nuisent à une industrie nationalisée comme le pétrole mexicain !

En réalité, le but des arrestations est d'intimider la classe ouvrière et d'empêcher la défense efficace des prisonniers politiques (Genaro Jongitud était le défenseur du journaliste Adolfo Gilly, arrêté depuis le début de 1966, et avait à ce titre fait l'objet de menaces répétées).

Ces objectifs sont très clairs, à partir du moment où l'on examine le lieu des arrestations et les personnes visées : quand on parle au Mexique de la ville de Poza Rica, la première image qui vient à l'esprit est celle d'une riche cité dont le syndicat est dominé par des gangsters. La ville dépend pour 80 % de ses activités pétrolières. Les dirigeants corrompus n'ont pas l'appui de plus de dix pour cent des ouvriers. Il en est de même des autorités municipales : en 1958, le peuple avait opposé son candidat face aux autorités corrompues. C'était un médecin qui avait gagné sa popularité en soignant les couches les moins favorisées de la population, un jeune médecin qui pendant ses années d'université avait milité dans les rangs du mouvement trotskyste, mais qui, ensuite, s'était consacré entièrement à sa profession, sans pour autant abandonner ses convictions révolutionnaires. Sa participation aux élections était le résultat de la pression populaire et non

d'une quelconque ambition personnelle. Il obtint la majorité, mais ne fut pas validé par les autorités « démocratiques ». Son nom était Fausto Davila Solis.

En fait le seul des trois prisonniers qui militait activement était le docteur Tito Armando Rodriguez qui a déclaré avoir adhéré au P.O.R. il y a huit mois.

L'aspect le plus odieux de la répression actuelle est son caractère inquisiteur qui est destiné à inaugurer une nouvelle étape de répression, à l'échelle nationale. Elle a été préparée par la presse bourgeoise et tout spécialement par les journaux soi-disant libéraux. La revue *Siempre* et le quotidien *El Dia* se sont unis à la presse maccarthyste, et le passé stalinien des auteurs des articles de ces publications a servi à merveille la bourgeoisie ; Lombardo Toledano, dont le rôle à l'époque de l'assassinat de Trotsky est bien connu, accuse maintenant dans *Siempre* le P.C. mexicain de « s'unir aux trotskistes », ses « ennemis traditionnels ». Son attitude répugnante sert de couverture « révolutionnaire » au gouvernement. Dans *El Dia*, son parti, le P.P.S. (Parti populaire socialiste, aile droite du stalinisme mexicain, dirigée par Toledano) déclare : « Le P.P.S. est disposé au dialogue avec tous les partis et groupes à l'exception des groupes délirants, parce que la police étrangère n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du Mexique. » (8.1.67).

Les « délirants » sont naturellement les « trotskystes, anarchistes, pro-chinois, etc. ». De cette façon, les porte-plumes mercenaires à la Toledano ont préparé l'opération de la police mexicaine. Ce n'est pas par hasard si les mêmes personnages étaient, en 1940, les dociles instruments de Staline dans la préparation de l'assassinat de Trotsky. Trotsky dut démasquer, après la première tentative d'assassinat contre lui, Toledano et E. Ramirez comme étant les inventeurs de la « théorie » de l'« attentat volontaire » (selon laquelle il n'y aurait eu qu'un simulateur organisé par Trotsky), inventée dans le but de détourner l'attention de la police.

Quel est le chef d'accusation ? Le « complot » pour saboter les installations pétrolières ayant été abandonné, il reste la même base juridique que dans le cas Gilly : la « formation de groupes d'idéologie marxiste-léniniste », « voulant implanter un régime communiste ». L'innovation dans ce cas, comme dans celui d'Adolfo Gilly, par rapport à des arrestations antérieures, réside dans le fait que la propagande marxiste est considé-

# Le capitalisme britannique

QUATRE ans après le veto gaulliste qui mit fin à une première tentative, la Grande-Bretagne se prépare de nouveau à négocier son adhésion au Marché commun. Annoncée officiellement par Wilson le 10 novembre à la Chambre des Communes, cette décision fait suite à une longue série d'études sur les avantages qu'en retirerait l'économie britannique et de sondages auprès de ses partenaires commerciaux privilégiés : les pays du Commonwealth et de la Zone européenne de libre-échange. Elle a ouvert une période de discussions, bilatérales puis multilatérales, avec les six pays de la C.E.E., destinées à établir si « les conditions d'une négociation fructueuse existent ou non ». Autrement dit, il s'agit de déterminer si les causes de la rupture des premières négociations en janvier 1963 continuent de faire obstacle à l'adhésion de la Grande-Bretagne ou si, au contraire, elles se sont suffisamment modifiées pour que Wilson puisse faire une seconde tentative sans trop s'exposer à l'humiliation d'un nouveau refus français.

## DES PROBLÈMES « ÉCONOMIQUES »...

Au niveau « économique », deux problèmes restent fondamentaux, celui de l'agriculture et celui de la livre. On sait que les cours mondiaux des produits agricoles sont inférieurs aux prix garantis aux agriculteurs tant en Grande-Bretagne que dans le Marché commun. Mais les mécanismes réglant l'approvisionnement alimentaire et le soutien des revenus agricoles diffèrent considérablement dans l'un et l'autre cas.

En raison de la faiblesse de son agriculture, le Royaume Uni doit importer la moitié des produits alimentaires qu'il consomme. Il se situe de ce fait au premier rang des importateurs mondiaux de produits agricoles, et tire parti de cette position de force, ainsi que de ses liens traditionnels avec son principal fournisseur, le Commonwealth, pour s'approvisionner à des conditions de prix très avantageuses. Afin d'éviter, pour des raisons stratégiques, que les agriculteurs britanniques ne succombent totalement à cette insoutenable concurrence, le gouvernement leur verse des subventions d'un montant égal à la différence entre les cours mondiaux et des prix garantis fixés annuellement par accord avec la « National Farmers Union ».

Au contraire, l'Europe des Six a globalement des problèmes d'excédents. La politique agricole commune a tenté de les résoudre par le système dit « des prélèvements » (1). Ce mécanisme prévoit que des prix communs seront fixés à un niveau tel qu'ils assurent un revenu « satisfaisant » aux agriculteurs. D'autre part, ces prix étant supérieurs aux cours mondiaux et afin d'inciter chaque pays à s'approvisionner prioritairement chez ses partenaires, celui qui achète à l'extérieur est contraint de reverser l'économie ainsi réalisée à un fonds commun, qui, en retour, l'utilise à financer l'écoulement à perte des excédents sur le marché mondial.

Si la Grande-Bretagne adhère au Marché commun, elle devra se soumettre à la politique agricole commune. On voit immédiatement les inconvénients qui en résultent. Les experts britanniques ont tenté de les chiffrer et sont arrivés aux résultats suivants : la balance des paiements supporterait une charge supplémentaire de 175 à 200 millions de livres sterling, les prix des produits alimentaires augmenteraient de 10 à 14 %, et le coût de la vie de 2,5 à 3 % (d'autres estimations donnent 4 %).

Les accords tarifaires et commerciaux qui forment l'ossature des rapports impérialistes du Royaume uni avec le Commonwealth devraient évidemment être abolis. Cependant, l'hostilité de ces pays à l'adhésion britannique s'est affaiblie depuis 1962 avec la diversification de leurs débouchés, et notamment l'augmentation de leurs échanges avec l'Europe continentale. Certains même envisagent de s'associer à la C.E.E. aux termes d'un contrat néo-colonialiste illustré en Afrique par la convention de Yaoundé.

Les victimes désignées de l'alignement de la Grande-Bretagne sur la politique agricole commune seront évidemment les travailleurs anglais dans la mesure où, étant ceux qui consacrent la plus grosse part de leur budget aux produits alimentaires, ils seront les plus fortement atteints par la hausse de leurs prix.

Les agriculteurs sont évidemment peu enthousiastes à l'idée que le montant de leurs revenus sera fixé, non plus à Londres, au cours de négociations où leurs moyens de pression sont grands, mais par la commission de la C.E.E. à Bruxelles, où six autres agriculteurs font également entendre leurs revendications. Par ailleurs, les secteurs de la bourgeoisie impérialiste les plus directe-

ment intéressés par le maintien des liens avec le Commonwealth (capital commercial et bancaire) s'opposent farouchement à l'adhésion. Mais il est clair que ni les uns ni les autres ne font le poids devant la « Confederation of British Industries » et que les bénéfices attendus du libre accès de l'industrie britannique au marché européen l'emportent sur toute autre considération.

En ce qui concerne la livre, la situation a empiré depuis 1962. Le Traité de Rome prévoit que les pays du Marché commun doivent s'apporter un soutien mutuel en cas de crise financière. Cette clause n'a d'ailleurs d'autre motif que l'égoïsme national, dans la mesure où l'effacement des barrières douanières facilite la propagation des crises d'un pays à l'autre, et où il vaut mieux aider un voisin à les surmonter chez lui que de les voir s'étendre à sa propre économie. A cet égard, la Grande-Bretagne, dont l'endettement extérieur à court terme est de trois à quatre fois supérieur à ses réserves, et dont la monnaie est chroniquement l'objet d'attaques spéculatives, n'est guère un partenaire attrayant.

Les Six ont fait du rétablissement de l'équilibre extérieur britannique une condition de l'adhésion. Le programme déflationniste adopté en juillet par Wilson (2) y est partiellement parvenu, mais chacun sait que ses effets ne peuvent être durables et que les crises de balance des paiements se répèteront tant que la productivité britannique ne se sera pas considérablement accrue.

Les européistes convaincus font valoir l'intérêt que présenterait pour le Marché commun le fait de compter un membre dont la monnaie est une monnaie de réserve et qui possède une place financière où se règle une partie importante du commerce mondial. Mais c'est précisément là ce qui assombrirait l'humeur gaulliste. D'une part, de Gaulle nourrit l'espoir de faire de Paris la grande place financière de la C.E.E. comme le montrent la réforme des structures bancaires et les mesures de libération des mouvements de capitaux récemment adoptées. D'autre part, il s'élève contre les privilèges accordés aux pays dont la monnaie est une monnaie de réserve (les États-Unis et la Grande-Bretagne) et réclame le retour à l'étalon-or. Wilson soutenant les thèses américaines d'aménagement du système actuel par la créa-